



**Praia, 14 - 16 mai 2014**

**OPPORTUNITÉS POUR CABO VERDE DANS LE  
PROGRAMME D'INTEGRATION DE LA CEDEAO**

**Par**

**S.E.M. KADRE DESIRE OUEDRAOGO**

**PRESIDENT DE LA COMMISSION DE LA CEDEAO (le 15 mai 2014)**

**Merci Madame pour vos aimables propos**

**Excellence, Monsieur le Premier Ministre,**

**Mesdames et Messieurs les Ministres,**

**Monsieur le modérateur,**

**Excellence Monsieur et Madame et membres du Corps diplomatique,**

**Mesdames et Messieurs les Représentants des Partenaires du Développement de la**

**République de Cabo Verde**

**Distingués Invités et Participants,**

**Mesdames et Messieurs,**

A l'entame de mon propos, je voudrais vous exprimer à nouveau, Excellence, Monsieur le Premier Ministre, ma profonde gratitude pour l'invitation à prendre part au Deuxième Forum National sur la Transformation de Cabo Verde, que vous m'avez fait l'insigne honneur de m'adresser. Permettez-moi également de vous redire que c'est avec un grand plaisir que j'ai accepté d'apporter ma modeste contribution à la réflexion sur les opportunités que la République de Cabo Verde peut trouver dans le programme d'intégration de la CEDEAO, au profit de ses efforts de transformation.

Ma présence à cette rencontre me donne l'occasion de rendre hommage à la République de Cabo Verde, encore une fois, pour les impressionnants résultats qu'il a enregistrés dans tous les domaines, en particulier dans ceux de l'économie, de l'éducation, de la santé, du tourisme et de la gouvernance. Ces résultats qui se sont traduits par l'amélioration du niveau de vie des Cap-verdiens, font également que ce pays va, probablement, atteindre tous les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). C'est là, pour nous tous un motif de grande fierté.



C'est le même sentiment que j'éprouve, personnellement, devant les réformes structurelles et institutionnelles auxquelles les Gouvernements de la République de Cabo Verde ont eu l'heureuse initiative de procéder pour relever les défis inhérents à leur situation de pays insulaire et optimiser l'exploitation de tous les atouts de ce pays. En raison de ces réformes, le pays fait aujourd'hui partie des démocraties les plus stables au monde, avec un classement plus qu'honorable selon les méthodes les plus connues et acceptées d'évaluation du sérieux et de la crédibilité des Etats. Ainsi, pour ce qui est de l'indice de perception de la corruption publié par Transparency International, Cabo Verde occupait en 2012 la 2ème place parmi les pays lusophones les moins corrompus, derrière le Portugal, et la 2ème meilleure place en Afrique. A l'aune de l'indice Ibrahim MO de la Gouvernance africaine (IIAG)' Cabo Verde a obtenu, en 2013, un score de 76,7 pour cent, résultat bien au-dessus de la moyenne Ouest-africaine de 52,5 pour cent. Par ailleurs, Cabo Verde a été considéré en 2013 comme le 3ème pays africain le mieux gouverné, derrière Maurice et le Botswana.

Les excellents classements que je viens de donner confirment que, pour Cabo Verde, la réputation d'être un pays de bonne gouvernance est bien méritée. Au reste, le Prix Mo Ibrahim a été attribué en 2011 au Président Pedro de Verona Rodrigues Pires, en hommage à son action qui a consisté à faire de Cabo Verde un modèle africain de bonne gouvernance, de respect des droits de l'homme et de développement harmonieux,

**Mesdames et Messieurs,**

Il est attendu des présentes assises qu'elles permettent d'identifier les meilleures opportunités qui s'offrent à Cabo Verde dans le futur proche, d'établir pour ce pays un programme de développement à moyen et long terme et de formuler des propositions novatrices et créatives visant à accélérer la mise en œuvre de son programme de transformation. L'exploitation de ces objectifs maintiendra Cabo Verde dans la voie où elle s'est déjà engagée et qui est celle indiquée par les objectifs prioritaires que la CEDEAO s'est elle-même assignés, dans le cadre de sa mission d'amélioration du niveau et des conditions de vie des citoyens de la communauté, et qui ont noms: consolidation de la paix, de la sécurité, de la démocratie et des droits de l'homme, accélération de l'intégration économique et monétaire, promotion de la prospérité économique à travers la sécurité alimentaire, le développement des infrastructures et l'encouragement des investissements, ainsi que la bonne prise en charge des questions



environnementales et de développement humain; il y a aussi la conduite des réformes institutionnelles requises.

A ce propos, je voudrais souligner que c'est sur la base de ces priorités que la CEDEAO a élaboré des programmes dans des secteurs à la fois aussi essentiels que porteurs pour le développement de ses Etats membres, que les secteurs des télécommunications et des technologies de l'information, du transport maritime avec la création d'une compagnie maritime: ``Sealink,`` ou transport aérien et de l'énergie. Elle continuera dans cette voie. S'agissant en particulier de l'énergie, je rappellerai la forte détermination des Chefs d'Etat et de Gouvernement de promouvoir les énergies renouvelables, comme en atteste la création d'un centre qui y est spécialement dédiée, et de faciliter l'accès à l'électricité, y compris pour les populations des zones rurales et péri-urbaines. Cette détermination a également conduit notre organisation à s'engager dans la création de centres d'excellence et de production d'énergie et à aider les Etats membres à tirer le plus grand parti possible de l'initiative des Nations unies relative à l'Énergie pour tous.

Je n'oublierai pas de faire mention de la création d'une monnaie unique et de la prochaine entrée en vigueur du Tarif extérieur commun, de la CEDEAO en tenant compte des spécificités de Cabo Verde.

Il va sans dire que les progrès réalisés grâce à la mise en œuvre de ces différents programmes bénéficieront à tous les Etats membres, y compris la République de Cabo Verde. Dans le cas de ce pays, il s'y ajoute que, en raison des atouts qui sont les siens et dont l'excellente qualité de ses ressources humaines n'est pas le moindre, les dits programmes sont réellement autant d'opportunités dont l'exploitation facilitera, à l'évidence, l'accélération de son programme de transformation ; partant, une telle exploitation pourrait grandement aider Cabo Verde à passer, à moyen terme, à la tranche supérieure de pays à revenu intermédiaire. En attendant, le statut de membre de la CEDEAO, ajouté à la confiance qu'il inspire, a déjà permis à ce pays d'être plus visible sur la scène internationale et lui a, ainsi, facilité la diversification de ses partenariats.

Par ailleurs, il y a lieu de savoir que c'est grâce à sa qualité d'Etat membre de la CEDEAO que la République de Cabo Verde abrite l'une des réalisations phares de la CEDEAO qu'est le Centre pour les Energies renouvelables et l'Efficacité énergétique et l'institut d'Afrique de l'Ouest dédié à la promotion de la réflexion politique sur l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest.



C'est aussi à ce statut qu'elle doit le choix porté sur elle pour accueillir un certain nombre de rencontres internationales de très haut niveau, comme la 6<sup>ème</sup> Réunion du conseil des Gouverneurs de la BIDC, la Conférence de la CEDEAO sur le trafic de drogues sanctionnée par l'adoption d'une Déclaration et d'un Plan d'Action de Praia, la Table Ronde de Praia sur la Réforme du secteur de la sécurité en Guinée-Bissau et le sommet entre la CEDEAO et le Brésil. En outre, Cabo Verde a bénéficié de financements de la Commission de la CEDEAO et de la BIDC pour des programmes de développement sectoriels. Par exemple, la BIDC a, en novembre 2013, accordé une ligne de crédit de 3 Millions d'Euros à la Novo Banco, pour permettre à cette banque publique cap-verdienne de financer les activités de petites et moyennes entreprises de ses clients.

Enfin, Cabo Verde a vu ses nationaux accéder aux postes statutaires de la CEDEAO que sont ceux de Vice-Président de la Cour de Justice, Vice-président du parlement de la CEDEAO, Vice-Président du Comité d'Audit et Commissaire en charge des Télécommunications et des Technologies de l'information.

Certes, ce sont là des avantages forts appréciables qui peuvent avoir un impact positif sur les efforts de transformation menés par le Gouvernement Cap-Verdien. Mais la CEDEAO les considère comme légitimes et est déterminée à faire bénéficier la République de Cabo Verde, encore davantage, des opportunités induites par l'intégration régionale. Il reste entendu que ce pays devra faire tout ce qui relève de lui, pour maximiser les avantages que lui confère sa qualité d'Etat membre de la CEDEAO, en ayant à l'esprit que ce statut lui permet d'accéder à un marché de plus de 300 millions de consommateurs et peut grandement contribuer à la réalisation de son ambition de devenir un hub et une plateforme internationale pour les services. Il doit aussi dûment tenir compte de la Vision 2020 qui guide la CEDEAO dans la conduite de ses activités et dont l'objectif est de transformer l'organisation, en la faisant passer d'une «CEDEAO des Etats» à une «CEDEAO des Peuples». C'est dans la conviction que les autorités cap-verdiennes engageront résolument leur pays dans ce sens, que je formule, à leur intention, les propositions ci-après:

- Développer la collaboration entre le secteur bancaire de Cabo Verde et celui des autres Etats membres de la CEDEAO, de même qu'entre la Bourse de Cabo Verde et celles du Ghana, du Nigéria et de l'Uemoa.



- Participer effectivement au mécanisme de surveillance multilatérale de la CEDEAO et mettre en place, à cette fin, le Comité national de coordination qui est l'un des organes de ce mécanisme;
- Cibler davantage les autres Etats membres de la CEDEAO et leurs citoyens dans la conduite de la politique touristique et l'exportation de poisson, en vue de diversifier les rentrées de devises dans le pays;
- Se préparer à contribuer à la satisfaction des énormes besoins en services maritimes qui existent au sein de la CEDEAO, et qui resteront importants même avec la création et l'exploitation de "Sealink".
- Ratifier les 30 protocoles de la CEDEAO qui ne sont pas encore entrés dans l'ordre juridique interne de Cabo Verde.

Les retombées positives sur le développement de Cabo Verde, que visent ces propositions confirmeront, clairement, que la stagnation n'est point une fatalité. Mieux: elles profiteront à d'autres Etats membres de la CEDEAO, et offriront le cas de Cabo Verde comme un exemple à suivre, pour le plus grand bien de notre Communauté.

**Excellence, Monsieur le premier Ministre,**

**Mesdames et Messieurs les Ministres,**

**Mesdames et Messieurs les Députés,**

**Mesdames et Messieurs les Représentants des partenaires au développement de Cabo Verde,**

**Distingués Participants,**

**Mesdames et Messieurs,**

Avant de conclure, je voudrais donner l'assurance que, dans le cadre de son mandat, la commission de la CEDEAO s'investira pleinement, aux côtés du Gouvernement cap-verdien, pour la réussite de ce Forum et l'exploitation diligente de ses résultats. Ce pays le mérite en tant qu'Etat membre; il le mérite aussi au regard du courage avec lequel son peuple a refusé le fatalisme et s'est engagé, sous la conduite éclairée de ses dirigeants, à se construire un avenir toujours meilleur. C'est vous dire, Excellence Monsieur le Premier Ministre, que nous serons



aux côtés de la République de Cabo Verde, autant que par le passé, pour l'accompagner dans sa courageuse et ô combien exaltante entreprise de transformation qui doit la conduire à l'excellence et l'y maintenir, ainsi que ses dirigeants en ont l'ambition et la détermination.

Dans le même esprit, je lance un appel à tous les partenaires au développement de Cabo Verde pour qu'ils apportent tout leur soutien au programme de transformation qui sera issu des présentes assises.

Je souhaite que les travaux du Deuxième Forum national sur la Transformation de Cabo Verde répondent pleinement aux attentes du Gouvernement et du Peuple de Cabo Verde.

Je vous remercie de votre aimable attention.